

CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL : LA MULTIPLICATION DES THERMOMÈTRES NE SOIGNE PAS LE MALADE !

La DG a convoqué les organisations syndicales pour un groupe de travail, le 29 octobre, en vue de concrétiser l'annonce, par le Directeur Général, de la création d'un baromètre social (sous forme d'enquêtes en ligne auprès des agents). La CGT Finances Publiques a décidé de ne pas y participer.

La raison en est simple. Depuis plusieurs années, les discussions sont engagées avec l'administration sur le dossier « conditions de vie au travail ». Des instruments de mesure et de prévention ont déjà été mis en place qui permettent de percevoir la réalité de la vie au travail (Duerp, Tableau de veille social, EDD..). Par ailleurs, au niveau local, de nombreuses sections syndicales ont élaboré des questionnaires en direction des agents.

La réalité est donc largement connue : elle est celle d'une dégradation continue des conditions de vie au travail particulièrement sous le poids des suppressions massives d'emplois, des restructurations de missions, de services et d'un management ancré sur la seule satisfaction des indicateurs. La diminution du nombre de ces derniers, affichée par l'administration comme une amélioration de la situation, ne change rien à la démarche de fond qui continue à prévaloir.

Le mal être au travail est un phénomène avéré et croissant qui touche toutes les catégories, comme le pointe un rapport des médecins de « prévention » du ministère de l'économie et des finances dont la presse vient de faire état. Les suicides ou tentatives, les pathologies liées au stress, les multiples expressions de souffrances au travail de la part d'agents sont révélateurs de la dégradation des conditions de vie au travail.

Si la CGT a toujours considéré utiles des instruments de mesure elle n'a cessé de dire qu'ils n'avaient de sens que dans l'objectif réel d'un changement d'orientations permettant aux agents d'accomplir toutes leurs missions dans de bonnes conditions.

Force est de constater que c'est le chemin inverse que continue à prendre la Direction générale en poursuivant sa politique de réduction d'effectifs, de réformes et de restructurations régressives qui sont au cœur de la démarche stratégique.

**A quoi sert de multiplier les thermomètres quand on se refuse à soigner le malade ?
L'affichage a des limites qui sont aujourd'hui largement atteintes.**

Ajoutons qu'au moment où les restrictions de crédits malmènent le fonctionnement des services, la Direction générale envisage, pour la mise en place de ce baromètre social, d'avoir recours à un « prestataire externe » qui ne travaillera certainement pas gratuitement.

La CGT Finances publiques, avec les agents, continuera à agir pour que la vie au travail ne soit pas synonyme de difficultés et de souffrances, pour gagner des améliorations concrètes... et pour que la Direction générale dépasse la stratégie du thermomètre. Cela commence d'ores et déjà par répondre aux revendications sur l'emploi et les moyens nécessaires à l'exercice des missions.

Montreuil, le 31 octobre 2013

Syndicat national
CGT Finances Publiques

● Case 450 ou 451

263 RUE DE PARIS 93514 MONTREUIL CEDEX

● dgfip@cgt.fr

● www.financespubliques.cgt.fr

● Tél. : 01.55.82.80.80